

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA REUNION**  
**COMMUNE DE SAINT-PIERRE**

ARRETE REG 0063 PR2025

**ABROGEANT L'ARRETE REG0982PR2024**  
**INTERDISANT LE STATIONNEMENT**  
**DANS L'ALLEE DE L'ECOLE ALICE PEVERELLY**  
**RUE AMIRAL LACAZE A TERRE-SAINTE**

**Le MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE**

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant LA REUNION en Département, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par les lois n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2211-1, L 2212-1 et suivants, L 2214-3 ;

VU le Code de la route notamment les articles L 325 et suivants L 411-1, les articles R 110-1 et suivants R 325 et suivants R 411-3 et suivants, R 411-18, R 411-21-1, R 411-24, R 411-25, R 411-28, R 412.51; R 417 et suivants ;

VU le Code Pénal notamment ses articles 223-1 et suivants, 322-1 et suivants, 433-3, R 610-5, R 623-2, R 631-1, R 632-1, R 641-1 ;

VU l'arrêté municipal DRH2023-3234 portant délégation de fonction à Monsieur Patrick VAYABOURY Conseiller Municipal ;

VU le Règlement de la Voirie Communale ;

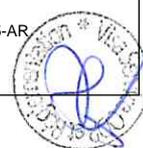
**CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'abroger l'arrêté REG0982PR2024.

**ARRETE**

**ARTICLE 1/** L'arrêté REG0982PR2024 est abrogé.

**ARTICLE 2/** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, Monsieur le Maire, rue Méziaire Guignard – BP 342 – 97448 SAINT-PIERRE CEDEX qui a pris l'acte ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis, au 27 rue Félix Guyon -97400 SAINT-DENIS, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification et/ou de publication.

Accusé de réception en préfecture  
974-219740164-20250130-REG0063PR2025-AR  
Date de télétransmission : 04/02/2025  
Date de réception préfecture : 04/02/2025



**ARTICLE 3/** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Chef de la circonscription de sécurité publique de Saint-Pierre, Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Pierre, le 30 JAN. 2025

Le Maire

2025/01/30  
Pour le Maire et par Délegation  
Le Conseiller Municipal  
Patrick VAYABOURY



Accusé de réception en préfecture  
974-219740164-20250130-REG0063PR2025-AR  
Date de télétransmission : 04/02/2025  
Date de réception préfecture : 04/02/2025

